



VENDARGUES

RENOVATION ENERGETIQUE DU SITE DE
L'ANSM DE VENDARGUES
Toitures étanchées et façades

PGC

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Octobre 2024

MAITRE D'OUVRAGE : ANSM VENDARGUES

MAITRE D'ŒUVRE : 3i ARCHITECTES

COORDONATEUR SPS : LESUEUR MEUNIER COORDINATION SAS

Révision n°	Date	Objet
00	03/10/2024	Création document
01	07/11/2024	MAJ Adresse

Table des matières

1. Renseignements administratifs généraux.....	4
1.1. Désignation de l'opération	4
1.2. Renseignements généraux.....	4
1.3. Renseignements administratifs.....	4
2. Mesures d'organisation générale.....	5
2.1. PRESTATIONS DHOL, METAH & SCALP	5
2.2. Description de l'ouvrage	7
2.3. Description du site et de l'environnement.....	8
2.4. Le phasage des travaux	10
2.5. L'organisation du chantier.....	10
3. Mesures de coordination.....	16
3.1. Circulation horizontale et verticale.....	16
3.2. Manutention et engins de levage.....	16
3.3. Protections collectives - Protections individuelles	18
3.4. Matériels	21
3.5. Formation.....	21
3.6. Travaux en atmosphère confinée ou toxique	22
3.7. Protections particulières	22
3.8. Interaction sur le site.....	24
3.9. Retrait de matériaux contenant de l'amiante	24
3.10. Prévention des maladies professionnelles.	26
3.11. Horaires	26
3.12. Sujétions liées à la prévention	27
4. Sujétions issues des contraintes extérieures.....	27
4.1. Servitudes du site	27
4.2. Travaux en co-activité.....	27
4.3. Hébergement	27
5. Les secours.....	27
5.1. Protection incendie	27
5.2. Organisation des secours	27
5.3. Déclaration des accidents.....	28
6. Employeurs et travailleurs indépendants	28
6.1. Sous-traitance.....	28
6.2. Travailleurs indépendants.....	29
6.3. Travail intérimaire	29
6.4. Dispositions générales envers la main d'œuvre.....	29
6.5. Travailleur détaché en France – Détachement des salariés	29
6.6. Le PPSPS.....	29
7. Renseignements divers.....	30
7.1. Formalités administratives	30
7.2. Intempéries	30
7.3. Registres et affichages sur le chantier	30
7.4. Liste des entreprises.....	31
7.5. Planning des travaux	31
8. Désignation des entreprises par tâches.....	31
9. ANNEXE	33
ANNEXE 1 – INSTALLATIONS OBLIGATOIRES DE CHANTIER	33
ANNEXE 2 - MODELE PPSPS.....	34
ANNEXE 3 - RAPPEL DES TEXTES DE LOI	36
ANNEXE 4 – DHOL	37
ANNEXE 5 – DIAGNOSTIC AMIANTE	38

Des liens hypertexte permettent tout au long du document des renvois vers les textes d'applications réglementaires. Une connexion internet est nécessaire pour accéder à ces liens.

Mission du Coordonnateur SPS

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de la Loi 93-1418 du 31/12/93 et son Décret d'application 94-1159 du 26/12/94, modifié par le Décret 2003-68 du 24/01/2003.

Article R4532-43

Le plan général de coordination définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le PGC se base sur les principes généraux de prévention :

1. **Eviter les risques.**
2. **Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.**
3. **Combattre les risques à la source.**
4. **Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.**
5. **Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.**
6. **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.**
7. **Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L122-49.**
8. **Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.**
9. **Donner les instructions appropriées aux travailleurs.**

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Article L. 4532-6

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment ou de génie civil. »

Étant entendu que par présent Code il est fait référence au « Code du Travail ».

Article R4532-44

Le plan général de coordination est joint aux autres documents émis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Article R4532-60

L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu par le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

- Un exemplaire du Plan général de coordination
- Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité

Ce document a été créé antérieurement à la consultation des entreprises et au démarrage des travaux.

1. Renseignements administratifs généraux

1.1. Désignation de l'opération

Nom : Rénovation énergétique du site de l'ANSM de Vendargues
Adresse : 635 rue de la Garenne - 34740 VENDARGUES

Compte tenu des éléments en sa possession, le maître d'ouvrage a classé cette opération en **catégorie 2** au sens de l'article R4532-1 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

1.2. Renseignements généraux

Déclaration préalable	Envoyé le
Permis de construire	N°

1.3. Renseignements administratifs

1.3.1. Services publics et concessionnaires

Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tel. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
S	GAZ	-	GRDF DRSO DIEM OCCIMED CHEZ PROTYS P0449	27091	EVREUX CEDEX 9	0810300360		0247857444
S	ELEC HORS TBT	-	ENEDIS-DRLARO- MH Languedoc-Roussillon CHEZ PROTYS P0130	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0181624701
S	ELEC HORS TBT	MIX	MMM - DA2T-Eclairage DA2T-Eclairage	69134	DARDILLY CEDEX	0467154779		0467154779
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	ORANGE-K2 LANGUEDOC ROUSSILLON Service DICT	69134	DARDILLY CEDEX			0810300111
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	BOUYGUES TELECOM FIBRE (SPS) CHEZ PROTYS P0907	27091	EVREUX CEDEX 9			0146018782
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	ILIAD SERVICE DICT	75008	PARIS	173503164		173503164
NS	ASSAIN	-	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	69134	DARDILLY CEDEX	0499740279		0499740279
NS	ASSAIN	-	VEOLIA EAU HERAULT	69134	DARDILLY CEDEX			0969329328
NS	EAU	SOU	BRL Exploitation Garons	30128	GARONS	0466017267		0466709200
NS	EAU	-	Régie des eaux Montpellier 3M	69134	DARDILLY CEDEX	0411950629		0411950629
NS	FIBRES & ELEC TBT	-	MMM SERVICE FIBRE-TELECOM	69134	DARDILLY CEDEX			0467134886
NS	FIBRES & ELEC TBT	MIX	SFR - COMPLETEL SFR - COMPLETEL	69134	DARDILLY CEDEX			0805052656

Mairie	Place de la Mairie 34740 Vendargues	Tél : 04 67 70 05 04
---------------	--	----------------------

1.3.2. Intervenants chantier

Maître d'ouvrage	ANSM - Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé 143/147 Boulevard Anatole France 93200 Saint-Denis Cedex		ahmed.khezzane@ansm.sante.fr didier.leuridan@ansm.sante.fr salima.bourit@ansm.sante.fr
Maître d'œuvre	3i ARCHITECTES SARL 11 rue Venture 13001 Marseille	Roni Antoine ORFALI	Tél : 06 60 05 47 47 r-antoine.orfali@3iarchitectes.com
Bureau de contrôle	APAVE	Romain VIDAL	romain.vidal@apave.com

1.3.3. Organismes de Prévention

Inspection du travail	DDETS 34 615 Boulevard d'Antigone 34064 Montpellier	Section 5 de l'unité de contrôle 3	Tél : 04 67 22 87 04 ddets-uc3@herault.gouv.fr
CARSAT (service prévention)	29 Cours Gambetta 34000 Montpellier		Tél : 04 67 12 95 30 prev@carsat-lr.fr
OPPBTP	Immeuble Fahrenheit 120, Avenue Nina Simone 34000 Montpellier	Cent. Régional	Tél : 04 67 63 47 50 occitanie@oppbtp.fr
Coordonnateur SPS Conception & Réalisation	LESUEUR MEUNIER COORDINATION 17 Avenue de Saint-Just 34370 Creissan	Conception / Réalisation : Olivier NOGUES	Tél : 06 73 18 41 24 onogues@lmcoordination.fr

1.3.4. Services d'urgence

Police : 17
SAMU : 15
Pompiers : 18

Un numéro d'appel international, le **112** permet de joindre au niveau européen les services d'urgence. Ce numéro est automatiquement dirigé vers un centre de réception du 18 ou du 15.

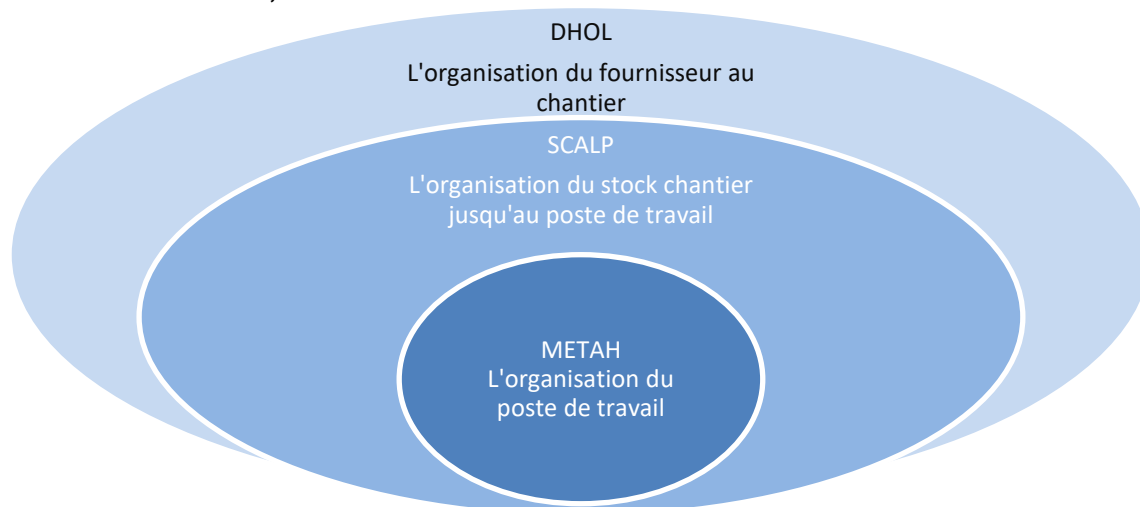
2. Mesures d'organisation générale

Les mesures d'organisation générale du chantier sont arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.

ATTENTION, depuis le 14 mars 2022, les mesures spécifiques au COVID19 ne sont plus applicables et ce jusqu'à nouvel ordre.

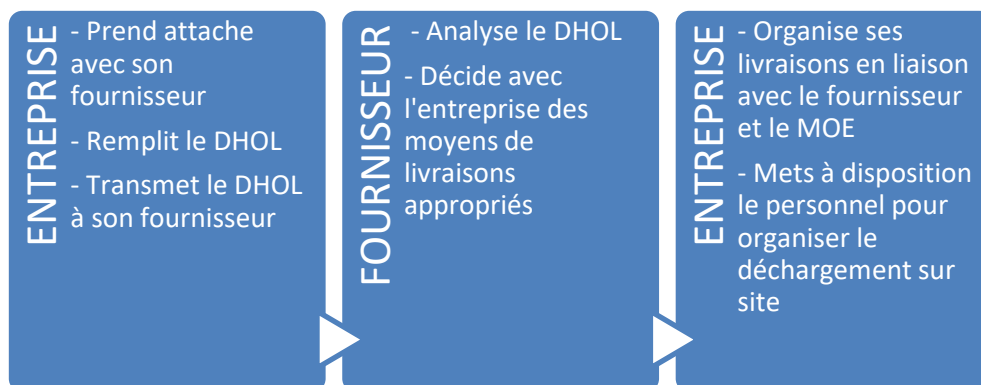
Néanmoins, en vue de limiter la propagation du virus, il est fortement recommandé de continuer d'appliquer des mesures d'hygiènes concernant le lavage des mains, l'entretien des base-vie et la surveillance des compagnons vis-à-vis des symptômes.

2.1. PRESTATIONS DHOL, METAH & SCALP



DHOL : Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons – [Recommandation R476](#)

Le coordonnateur SPS, à réception du Plan d'Installation de Chantier établira le **Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (DHOL)** qui servira de support aux entreprises pour leur permettre d'organiser d'un point de vue temporel et technique leurs livraisons, suivant les prescriptions de la réglementation R476 de l'INRS.



PROCESSUS DE FONCTIONNEMENT DU DHOL

SCALP : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre – [Guide SCALP / METAH](#)

- **Circulation et accès :**

SCALP prendra en compte les besoins concernant les circulations et les accès sur le chantier selon l'environnement, la nature des ouvrages, les travaux à réaliser, la planification des différentes interventions et des approvisionnements.

Les informations concernant les voies de circulation pour les véhicules, les engins, les piétons ainsi que les zones de stockage sont décrites sur le plan d'installation de chantier proposé en annexe.

Des règles et consignes seront établies pour évacuer régulièrement les déchets, ne pas encombrer les voies de circulation et les rendre disponibles lors des approvisionnements et distributions aux postes de travail.

Des équipements nécessaires au transport vertical des personnes avec ou sans matériaux devront être installés et utilisés de manière à garantir la sécurité lors de l'accès à l'intérieur ou lors de l'évacuation vers l'extérieur.

- **Levage vertical des matériaux jusqu'aux zones de travail :**

Des équipements nécessaires au transport vertical des charges seront déterminés en fonction des besoins suivants :

- conditionnement (vrac, palette, big bag, container, à l'unité...)
- encombrement et le poids de chaque colis
- déplacement des charges de la zone de préhension jusqu'au lieu de dépose (distance, hauteur, trajectoire)
- localisation des zones de réception (terrasse, recettes à matériaux, tours d'approvisionnement avec barrières écluse, plateforme de travail en encorbellement...)

Exemples de moyens de levage :

- treuil, palan, potence
- monte-charge, monte-matériaux, plateforme de transport, ascenseur de chantier ou définitif
- chariots élévateur, chariots de manutention
- grues

- **Transport horizontal et la livraison des matériaux à pied d'œuvre ou au poste de travail**

Les équipements nécessaires au transport horizontal des charges est prévu par SCALP en fonction des besoins suivants :

- nature et les caractéristiques techniques des colis à déplacer
- les voies et zones de circulation empruntées
- les charges admissibles
- les dimensionnements (longueur, largeur, hauteur)
- les « accidents de parcours » (passage réduit, dénivelé, courbe, pente, zone fragile, trémie...)

Selon les besoins exprimés, au stade de la phase préparation, il pourra être envisagé si nécessaire :

- de renforcer définitivement ou d'étayer la structure porteuse
- de créer des ouvertures ou passages provisoires pour les besoins du chantier

- d'imposer un type de conditionnement à prendre en compte par le fournisseur avant la livraison sur le chantier.

- **Evacuation des déchets**

Les moyens nécessaires à l'évacuation des déchets depuis les postes de travail sont à la charge de SCALP.

Les moyens à mettre en œuvre, arrêtés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de SCALP, sont décrits au présent PGC et aux CCTP.

METAH : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur - [Guide SCALP / METAH](#)

- **Travail en hauteur**

Le matériel conforme à la réglementation sera prévu en fonction des tâches à réaliser, de leurs localisations, des matériaux mis en œuvre et du nombre d'intervenants.

Il est également nécessaire de prendre en compte les besoins liés à leur approvisionnement, leur mise en place, leur utilisation et leur évacuation :

- dimensionnement des accès et voies de circulation
- zone de stockage
- moyens de transport et de manutention
- emprise au sol
- résistance des appuis

Le dimensionnement et les capacités des plateformes et planchers de travail seront conformes à la réglementation en fonction :

- de la nature et de la quantité de matériel, matériaux ou déchets entreposés
- du nombre d'intervenants en simultané.

Seront également pris en compte par le lot METAH les besoins spécifiques des différents corps d'état :

- mettre en œuvre une protection spécifique pour les travaux de couverture
 - positionner les différents niveaux d'intervention par rapport à l'ouvrage :
 - altitude des planchers pour la pose des menuiseries par l'extérieur (à titre d'exemple, la plateforme sur mâts est adaptée au travail à niveau variable)
 - garde-corps complémentaires pour protection de la périphérie des balcons ou des ouvertures en façade (baies...)
 - éloignement par rapport aux façades (isolation par l'extérieur...)
 - utilisation des moyens pour approvisionner les matériaux ou produits au poste de travail qui n'interfèrent pas avec les équipements METAH. Par exemple, la mise en place d'un monte matériaux, d'une potence ou d'une plateforme de transport accrochée à la structure d'un échafaudage de pied
 - travailler avec un éclairage artificiel
 - une protection spécifique liée aux travaux réalisés (ex. : parapluie, filet de sécurité, pare-gravois...)
- A noter que la priorité sera donnée aux protections collectives définitives intégrées à l'ouvrage (pour en faciliter sa maintenance ultérieure), mises en œuvre au cours du chantier.

- **Accès aux postes de travail en hauteur**

METAH prendra notamment en compte une répartition judicieuse des équipements définitifs ou provisoires choisis et la nécessité de déplacer ces derniers pour suivre l'avancement des travaux.

La pénibilité engendrée par la fréquence et la nature des efforts déployés pour accéder aux postes de travail sera prise en compte et METAH devra favoriser si besoin le recours à des dispositifs mécanisés.

Les moyens à mettre en œuvre, arrêtés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de METAH, sont décrits au présent PGC et aux CCTP.

2.2. Description de l'ouvrage

2.2.1 Description de l'opération

Les travaux concernent la réfection de l'étanchéité des toitures et la réfection des façades des locaux de l'ANSM à Vendargues » sur la commune de Vendargues.

- Les échafaudages et tous dispositifs de sécurité nécessaires pendant la durée des travaux,
- Mise en œuvre d'isolation ITE
- Reprise de l'étanchéité des toitures BAT A, B, C, D, E, F
- Mise en place de groupe en toiture

- La mise en place de dispositifs de protection temporaire et de bâchage,
 - La fourniture et la pose de la structure métal secondaire,
 - La reprise d'enrobés
-
- Durée prévisible : 13 mois
 - Effectif moyen journalier : 6 personnes
 - Effectif maximal journalier : 10 personnes
 - Nombre d'entreprises prévues : 4 entreprises (y/c sous-traitant)

La liste des entreprises, mise à jour, sera ajoutée au registre journal à mesure de leur désignation.

2.2.2 Les lots

LOT N° 01	ITE
LOT N° 02	ETANCHEITE
LOT N° 03	CVC

2.3. Description du site et de l'environnement

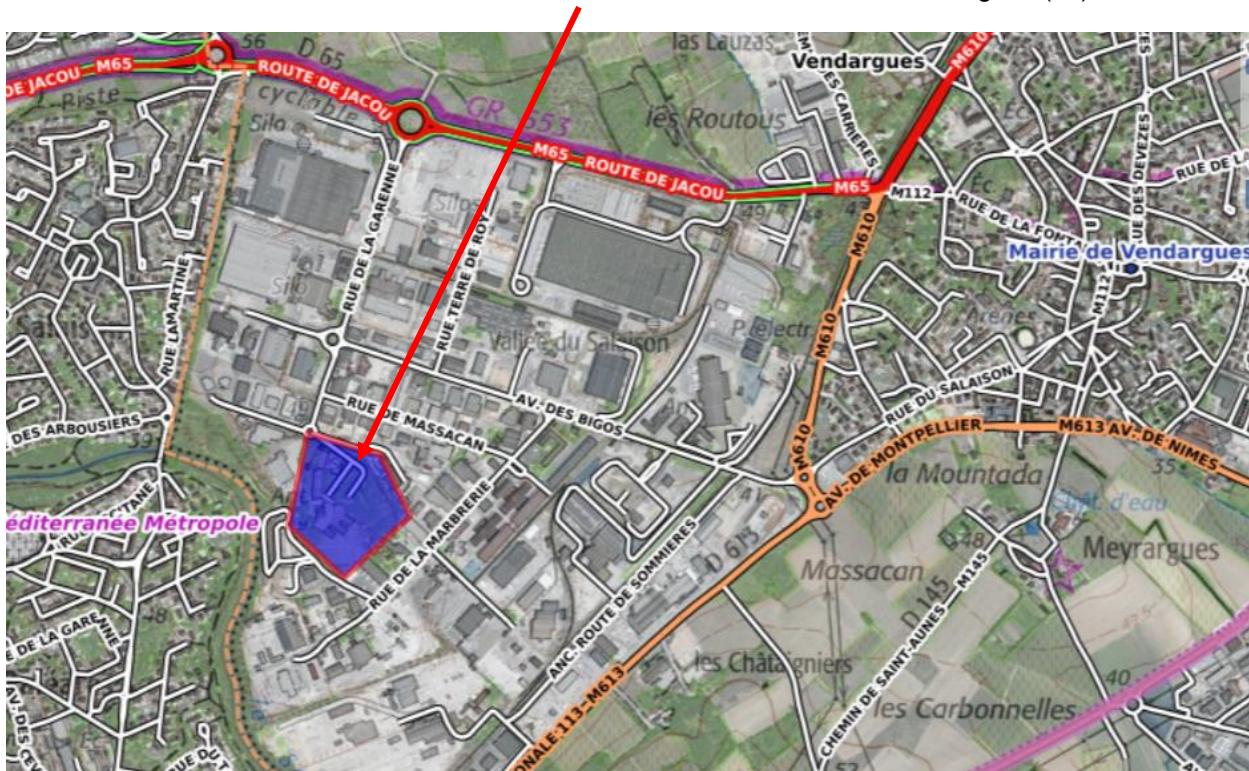
2.3.1 La nature du sol

Les entrepreneurs se rapprocheront du maître d'œuvre. Il sera consolidé avant toute exécution des travaux et à mesure de l'avancement les planchers, murs et tout élément susceptible de s'effondrer.

Les entreprises se rapprocheront du Maître d'œuvre pour avoir accès aux études de sols réalisées. Il appartiendra ensuite aux entreprises de faire les études nécessaires de type mission G3 pour caractériser les sols en cas de pose d'éléments nécessitant une stabilité et une résistance particulière des sols.

2.3.2 Le site

Le site des travaux est situé au 205 rue de la Garenne sur la commune de Vendargues (34) : Site ANSM



2.3.3 La circulation

- **Circulation automobile sur les accès et parking**

Toute modification de circulation des véhicules fera obligatoirement l'objet d'une validation du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Les permissions de voirie nécessaires seront demandées aux services compétents et affichées avant toute intervention.

La signalisation temporaire s'appuie réglementairement sur :

- Le code de la route (notamment R. 411-25, R. 411-26, R. 411-28, R. 414-4) ;
- L'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- L'instruction interministérielle sur la sécurité routière – 8e partie : signalisation temporaire.
- Lien vers [guide SETRA de la signalisation temporaire](#)
- Lien vers [guide OPPBTP Signalisation temporaire](#)

L'accès aux véhicules de secours devra être maintenu pendant toute la durée du chantier.

Les panneaux seront stables et convenablement lestés et de type panneau sur mâts.

- **Circulation piéton**

Toutes les dispositions seront prises afin de protéger les piétons aux abords lors des travaux.

- ⇒ **Façades (toutes façades)** : Des passages sécurisés (tunnels protégés et/ou pare gravats robuste et solidement arrimés), des filets toute hauteur sur les échafaudages empêchant la chute d'objets, de gravats divers seront, préalablement à toute intervention, installés – **Cf CCTP**
- ⇒ **Approvisionnements** : balisage des périmètres d'action des engins de levages ou grue
- ⇒ Les accès aux échafaudages et sapines de montées de matériaux et de personnel seront, conformément au CCTP, protégés par la mise en place de filets et de pare gravois si estimé nécessaire par le CSPS ou la maîtrise d'œuvre.

Les engins devront être signalés par des avertisseurs sonores (en phase de recul) et lumineux.
Les engins devront rester strictement dans les zones d'emprise balisées.

2.3.4 Les activités sur le site et à proximité

- **ZONE ACTIVITE :**

Les activités seront maintenues pendant les travaux. Lors des travaux, les accès du personnel seront séparés des accès chantiers. Les issues de secours ne devront pas être encombrées.

Zone de travaux extérieures : Les interfaces entre le chantier et les espaces extérieurs seront fermées par des clôtures solidement contreventées.

Livraisons : les livraisons devront être assurées depuis les voiries existantes. Il sera prévu par les entreprises une personne pour réceptionner les marchandises

Bienséance : il ne sera pas autorisé l'usage de radio et tous les intervenants devront avoir un comportement adapté aussi bien en termes vestimentaires que langagier.

2.3.5 L'environnement

Pas de prescription spécifique connue à ce jour, les entrepreneurs se rapprocheront du maître d'œuvre pour valider ce point.

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires pour éviter tout déversement accidentel de matériaux de quelques natures que ce soit dans le milieu naturel.

Les engins de chantier devront satisfaire aux dernières normes en vigueur en termes d'émissions sonores.
Les opérations bruyantes seront limitées dans le temps et réalisées dans des horaires convenables 8h00-12h00 / 13h00-17h00 et en dehors des week-ends.

En règle générale, toutes les mesures nécessaires seront prises pour limiter en permanence :

- ⇒ Les envois de poussières
- ⇒ Les nuisances sonores
- ⇒ Les vibrations
- ⇒ Eviter tout déversement accidentel de matières
- ⇒ Entretenir les sites en assurant en permanence la bonne évacuation des eaux pluviales
- ⇒ Utiliser des procédés empêchant la pollution des sols lors de l'exécution des travaux
- ⇒ Evacuer tous les déchets et gravats quotidiennement

2.3.6 Les réseaux

Les réseaux amenés à être modifiés dans le cadre des travaux devront être consignés de façon individuelle et sécurisée depuis les armoires de commande (Séparer / Condamner / Identifier / Vérifier / Mettre à la terre- pour l'électricité)

Il sera demandé préalablement aux travaux :

- Aux services de la ville ou au gestionnaire du site, la dépose des réseaux d'éclairage
- Au concessionnaire Enedis la dépose et le dévoiement des alimentations basse tension ou la protection des réseaux en cas de conservation
- Au concessionnaire réseau TELECOM la dépose et le dévoiement des câblages courants faibles ou la protection des réseaux en cas de conservation

LOT 01, avant intervention et montage échafaudages extérieurs

2.3.7 L'ouvrage

Inventaire non exhaustif des travaux prévus pour la réalisation de l'ouvrage :

Démolition => chute de hauteur, effondrement de structure, projection d'éléments solides ou liquides, bruit
 Echafaudages => chute de hauteur, chute de charges, manutention
 Nacelle => chute de hauteur, chute de charges, manutention, renversement
 Installation électrique chantier, modification CVC => chute de plain-pied, électrification, TMS, chute de hauteur
 Dallage + bûches => chute de plain-pied, exposition à la silice cristalline
 Reprise de revêtements d'étanchéité => chute de hauteur, brûlure, intoxication
 Reprise de revêtements de voirie => chute de plain-pied, brûlure, intoxication

Matériel / engins
Nacelle
Echafaudage de pieds
Echafaudage roulants
Camions de transports

2.4. Le phasage des travaux

Les travaux sont réalisés en une phase. Un planning prévisionnel est établi par le maître d'œuvre

2.4.1 Préparation

La phase de préparation du chantier est prévue pour 4 semaines.

2.4.2 Réalisation

La durée de réalisation prévisible du chantier est de 13 mois.

Le phasage des travaux doit éviter au maximum les interventions simultanées de plusieurs entreprises dans une même zone d'intervention. Les travaux en superposition sont interdits.

2.5. L'organisation du chantier

Un plan d'installation de chantier détaillé, indiquant moyens de levage, zones de stockage, emplacement des bennes à déchets, accès de chantier, organisation de la circulation, etc. est proposé par l'entreprise du lot principal et, après accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS, est inclus lors d'une mise à jour de ce PGC.

Chaque entreprise doit préciser ses effectifs et ses besoins même temporaires pour les installations sanitaires.

LOT 01
En phase préparation pour validation

TOUS LES LOTS, en phase préparation

Chaque entreprise doit préciser ces besoins en termes de stockage de matériaux et matériels : en surface, volume, hors d'eau, hors d'air.

2.4.1 Emprise du chantier

Des clôtures de chantier de type

- Grilles sur plots et solidement contreventées sur les espaces extérieurs

sont édifiées pour clore l'emplacement du chantier, avec un portail fermant à clef pour l'accès et fourniture de clés pour l'ensemble des entreprises. Elles peuvent évoluer suivant l'avancement des travaux. Les clôtures doivent protéger les zones de stockage éventuel de matériaux et de matériels.

L'entretien des clôtures doit être assuré pendant toute la durée du chantier. Les clôtures sont correctement contreventées et seront de type grille sur plots.

Aucun stockage n'est toléré à l'extérieur de la zone d'emprise.

Tous les travaux ont lieu à l'intérieur de la zone de chantier clôturée, y-compris les travaux de préparation.

LOT 01, durée du chantier

2.4.2 Accès au chantier

L'accès des véhicules léger au chantier se fait par les voies normales de circulation sous réserve des demandes d'autorisation à demander aux services de la ville de VENDARGUES.

Les camions de livraisons de matériels peuvent accéder par cette route, sous réserve de contrôler les contraintes de gabarits de cette voie. Les dispositions nécessaires aux manœuvres de ces véhicules sont donc prises par chaque entreprise concernée.

LOT 01, durée du chantier

Une signalisation adaptée est mise en place et entretenue sur les voiries attenantes dès le démarrage du chantier.

Cette signalisation doit prévenir les piétons et véhicules de la proximité d'un chantier dans le respect du code de la route. Elle sera composée de panneaux AK5 ou AK14, de panneaux type KC1 « Sortie d'engins » et de piquets de position type K5B.

Chaque entreprise a la charge de la continuité de cette signalisation : en cas de besoin de supprimer provisoirement celle-ci pour approvisionner par exemple du matériel, la signalisation doit dès la fin de l'opération être remise en place et une solution provisoire doit être appliquée pour palier à l'absence de cette signalisation.

LOT 01 en phase préparatoire, puis entretien durée du chantier

La signalisation du chantier devra être conforme :

- À l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière, Livre 1 - signalisation des routes,
- Aux arrêtés des 24 novembre 1967, 17 octobre 1968, 23 juillet 1970, 8 mars 1971, 20 mai 1971, 27 mars 1973, 30 octobre 1973, 24 et 25 juillet 1974 et plus particulièrement sa 8^o partie approuvée par les arrêtés des 10 et 15 juillet 1974.

La signalisation temporaire s'appuie réglementairement sur :

- Le code de la route (notamment R. 411-25, R. 411-26, R. 411-28, R. 414-4)
- L'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- L'instruction interministérielle sur la sécurité routière – 8e partie : signalisation temporaire.
- Lien vers [guide SETRA de la signalisation temporaire](#)
- Lien vers [guide OPPBTP Signalisation temporaire](#)

La voirie sera laissée accessible en permanence. La signalisation devra être visible même la nuit sur tous les obstacles.

Le portail d'accès aux zones closes par vite-clos seront fermées tous les soirs. La fermeture est assurée par la dernière entreprise quittant le chantier. Il appartient aux entreprises présentes de se coordonner afin de ne jamais laisser le chantier ouvert le soir.
Chaque entreprise doit disposer d'une clé ou du code d'accès au chantier.

LOT 01, pendant sa présence sur le chantier

Un portillon d'accès aux échafaudages, ou tout autre système équivalent en termes de résultat sera mis en place et cadenassé pour limiter toute intrusion par des tiers en dehors des heures de chantier.

Il est demandé aux entreprises de fournir **une liste nominative du personnel travaillant sur le chantier**. Cette liste est ajoutée au PPSPS.
Tous les travailleurs sur le chantier devront être en possession de la carte professionnelle d'identification personnelle PROBTP et d'un badge nominatif avec photo indiquant son identité et son entreprise.

Toutes les entreprises

Toute entreprise doit avant son intervention avoir réalisée une inspection commune avec le coordonnateur sécurité et remis son PPSPS.
Les entreprises doivent remettre lors de la signature du marché leur attestation de déclaration sociale ou l'avis d'imposition de la taxe professionnelle ou toute attestation justifiant de la régularité de sa situation, de même leurs sous-traitants s'il en existe à la Maîtrise d'Ouvrage.

2.4.3 Circulation dans le chantier

Toutes les dispositions sont prises en matière de signalisation routière et de balisage lors des opérations et manœuvres d'engins afin d'éviter les collisions avec des véhicules tiers ou du personnel à pied. En dehors des zones clôturées de chantier, il sera obligatoirement prévu l'accompagnement par une personne à pied pour guider les engins.

LOT 01, circulation sur chantier, livraison de matériaux et matériels

Les véhicules pourront stationner à proximité du chantier sur les places de parking du site ; pour des livraisons ou évacuation de gravats, sur les voiries communales, sous réserve des autorisations nécessaires à obtenir auprès de la mairie.

LOT 01, durée du chantier

Les zones de circulation doivent rester dégagées et propres afin de garantir la sécurité des déplacements, cf CCTP.

LOT 01, durée du chantier

2.4.4 Installation de chantier

L'installation de chantier est définie sur le plan d'installation de chantier.
L'installation pourra se faire en dehors de l'emprise chantier, sous réserve des autorisations nécessaires à obtenir auprès de la mairie ou des propriétaires des terrains utilisés.

LOT 01, en phase préparation, entretien durée du chantier

2.4.5 Les cantonnements- Cf [Annexe 1 et Annexe 4 - DHOL](#)

L'installation comprend conformément à la réglementation en vigueur :

- Un vestiaire muni de banc et d'armoire fermant à clés en nombre suffisant,
- Un réfectoire pouvant accueillir 8 personnes,
- Un lavabo disposant de l'eau potable et d'eau chaude,
- Un bloc sanitaire relié sur le réseau d'eaux usées, disposant d'au moins 2 WC (1WC homme + 1WC femme)
- Une douche en liaison avec les vestiaires

En salle de réunion et dans le réfectoire, des chaises et tables sont prévues en nombre suffisant. Des rangements sont prévus pour le stockage des documents de chantier.

Un extincteur adapté au risque, contrôlé et à jour de contrôle sera à disposition du personnel dans les cantonnements.

En cas d'impossibilité de raccordement, un point d'eau sanitaire devra être installé pour le lavage des mains.

LOT 01, en phase préparation et gestion durée du chantier

Effectif maximum prévu : 10 p.

EFFECTIF	NOMBRE DE MODULES	TYPES DE MODULES
De 1 à 8 personnes	1,5 ou 2 modules	1 vestiaire/réfectoire + 1/2 ou 1 sanitaire/vestiaire
De 9 à 12 personnes	3 modules	1 vestiaire - 1 sanitaire - 1 réfectoire
De 13 à 24 personnes	5 modules	2 vestiaires - 1 sanitaire - 2 réfectoires
De 25 à 36 personnes	7 à 8 modules	3 vestiaires - 1 à 2 sanitaires - 3 réfectoires
Plus de 37 personnes	Combinaison des ensembles de type ci-dessus	Exemple avec 50 personnes, RDC : 7 modules 25 personnes R+1 : 7 modules 25 personnes

Aménagement/équipements complémentaires

BIENS/SERVICES	ÉQUIPEMENTS	CODE DU TRAVAIL - ARTICLE	ÉQUIPEMENTS ET COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS
Local vestiaires	Aération Ventilation Éclairage Chauffage en saison froide Climatisation en saison chaude	R4228-6	- Armoires-vestiaires, doubles compartiments ininflammables avec serrures ou cadenas.
Local réfectoire		R4228-22	- Eau à température réglable (eau chaude/eau froide). - Tables et sièges en nombre suffisant, avec revêtement imperméable. - Réfrigérateur, appareils de réchauffage (micro-onde), en nombre suffisant. Poubelles.
Sanitaires	Lavabo à eau potable Douche pour travaux insalubres et salissants Cabinets d'aisance	R4228-7 R4228-8 R4228-10	- Eau à température réglable (eau chaude/eau froide). - Communication des bungalows entre les vestiaires et les douches.



Vue intérieure d'une base vie modulaire raccordable pour 8 à 24 personnes à partir de modules de 6 x 2.5 m.

2.4.6 Électricité de chantier

L'alimentation de chantier font l'objet d'un branchement particulier et d'un procès-verbal de conformité délivré par un organisme agréé COFRAC, ainsi que les vérifications, à la charge de l'entreprise gérant les installations, au début du chantier, à chaque transformation et annuellement >> **Raccordement base-vie et CHANTIER**

La gestion des abonnements est due au présent lot.

**LOT 01, en phase
préparation et suivi
pendant durée du
chantier**
**Vérification
électrique par le LOT
01**

Des coffrets de distribution seront prévus dans le plan préalable d'installation de chantier. Ils seront mis hors tension en dehors des horaires de travail et protégés.

Ces coffrets comprendront les éléments suivants :

- Protection minimum 4 x 32A 30mA
- 4 PC 2P + T => disjoncteurs 16A
- 1 PC 2P + T => disjoncteur 20A
- 1 voyant de mise sous tension
- 1 bouton Arrêt d'urgence « coup de poing »

Les coffrets sont installés de façon à limiter les longueurs de câbles (25m maximum) et seront de type coffret sur pied.

Le réseau d'alimentation est installé de façon à garantir la continuité de l'installation durant toutes les phases du chantier et indiqué alors sur le Plan d'Installation de Chantier

Besoin : au minimum **1 coffret extérieur par façade à déplacer avec les échafaudages à l'avancement**

**LOT 01, durée du
chantier**

**Maintenance par
présent lot**

Eclairage de chantier : Sans objet

2.4.7 Alimentation des fluides

Les branchements provisoires alimentent le réfectoire et les sanitaires. Les tests de potabilité seront effectués avant la mise en service.

La gestion des abonnements est due au présent lot.

**LOT 01, en phase
préparation**

**Maintenance par LOT
01**

Des robinets de puisage en nombre suffisant sont installés pour le chantier et maintenu en état durant toute la durée.

En cas d'impossibilité, des moyens autonomes de lavage des mains seront mis à disposition des compagnons.

L'eau potable sera lors fournie à raison de 3 litres par jour et par salarié par chaque entreprise pour ses compagnons, conformément au Code du travail.

Les eaux mises à disposition pour les besoins des travaux et les besoins sanitaires seront clairement différenciés.

Besoin : au minimum **1 point d'alimentation en eau en pied d'échafaudage à déplacer à l'avancement**

**LOT 01, durée du
chantier**

**Maintenance et
adaptation par
présent lot**

2.4.8 Rotations de matériels

Les rotations d'échafaudage et tout autre occupation provisoire sont coordonnées et précisées par les entreprises concernées.

**LOT 01, en phase
préparation**

2.4.9 Stockage & approvisionnements

Un balisage des zones de stockage est mis en place et entretenu pendant toute la durée du chantier

LOT 01, durée du chantier

Le stockage ne se fait ni dans les circulations, ni sur les voies d'accès, accès et circulation devant être dégagés et permettre les passages des hommes, matériels et engins.

Toutes les entreprises, durée du chantier

Le stockage ne doit pas empiéter au-delà de l'emprise de chantier décidée avec les autorités compétentes, et est limité en volume et dans le temps dans la mesure du possible. Il est préférable de limiter les approvisionnements aux quantités justes nécessaires à la journée de travail.

Les produits dangereux, solvants, produits inflammables, doivent être stockés dans un endroit particulier et indiqué spécialement.

Les horaires de livraisons seront préalablement **communiqués au Maître d'œuvre et Maître d'ouvrage.**

Toutes les entreprises, Planification des livraisons

Chaque entreprise est responsable de ses approvisionnements. En conséquence, elle doit prendre les mesures nécessaires **pour être présente lors des livraisons de matériels et matériaux** afin de prendre en charge les opérations de déchargement et de stockage dans les zones définies à cet effet.

Les lots concernés par la manutention de charges doivent notamment définir leur mode d'approvisionnement pour les différents niveaux afin de garantir la sécurité des opérations et limiter les manutentions.

2.4.10 Nettoyage

Le chantier sera maintenu en état de propreté permanent.

Le nettoyage des zones d'intervention doit être quotidien et à la charge de chaque entreprise, y-compris le balayage des sols.

Chaque entreprise évacue ses déchets quotidiennement.

LOT 01, durée du chantier

Le nettoyage des circulations et des abords sera quotidien.

Chaque entreprise, durée de l'intervention

Les lots concernés par le nettoyage seront à même d'indiquer les lots défaillants sur l'évacuation de leurs déchets afin d'indiquer tout dépassement de temps de nettoyage qui pourra alors être imputé au compte prorata.

Les cantonnements sont nettoyés au minimum 1 fois/jour.

Les sanitaires sont nettoyés au minimum 1 fois/jour.

En cas de défaut avéré de propreté, il pourra être demandé des nettoyages plus fréquents.

Les consommables nécessaire à l'hygiène seront fournis pendant toute la durée du chantier : savon, papier toilette, essuie main

LOT 01

Les prescriptions générales de nettoyage sont indiquées au CCTP.

2.4.11 Evacuation des déchets - Gestion des déchets FFB

Les Déchets Industriels Spéciaux seront évacués par chaque entreprise concernée et recyclé suivant les réglementations en vigueur sauf installation d'un container spécial à cet effet.

Tous les lots, durée du chantier

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être évacués par des dispositifs de type monte matériaux ou tout autre dispositifs équivalent. **L'évacuation par goulottes sera interdit.**

Chaque entreprise devra enlever ses détritres après ses interventions et ce chaque soir.

Tous les matériaux abandonnés en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets, les entrepreneurs ne pourront se plaindre de leur enlèvement.

Tous les lots

En cas de défaillance une entreprise sera choisie pour effectuer le travail de nettoyage et évacuation des déchets au prorata des interventions des entreprises.

Le brûlage à l'air libre des déchets de chantier est interdit. Cette interdiction s'appuie notamment sur la Réglementation Sanitaire Départementale mais aussi sur les préconisations émises par la Fédération Française du Bâtiment sur le traitement des déchets de chantier.

Le rejet des eaux chargées de produits toxiques est interdit à moins de mettre en place des bassins de décantation.

Les camions découverts sortant du chantier remplis de matériaux, de déchets ou de gravois devront être bâchés ou recouvert d'un filet ou d'une protection qui évite que des éléments s'envolent en cours de conduite.

3. Mesures de coordination

En relation avec les constats d'accidentologie au niveau national 2021, une attention particulière sera portée sur les risques de chute de hauteur, de chute de plain-pied et les risques liés à la manutention. *Les manutentions manuelles sont responsables de près d'un accident sur deux, suivies par les chutes de plain-pied (17 %), les chutes de hauteur (12%) et l'outillage à main (9 %). Ces quatre types de causes sont à l'origine de 94 % des accidents du travail en 2018. Du côté des maladies professionnelles (MP), Les troubles musculo-squelettiques représentent la première cause de MP (87 %). 2018 aura été principalement marquée par une explosion des pathologies liées à l'amiante (64,6 %, contre 47 % en 2017) et des cancers hors amiante (75 %, contre 29 % en 2017).*

3.1. Circulation horizontale et verticale

Un balisage adéquat est à placer dans toutes les zones d'intervention et suivant les besoins. Les solutions de balisage devront être visibles et pérennes pour éviter les risques exportés vers des piétons. Un homme-traffic pourra réguler les flux au sol en cas d'intervention ponctuelle dangereuse pour les tiers évoluant au sol.

Les entreprises veilleront à limiter les salissures et effectueront autant de nettoyage que nécessaire pour laisser les circulations propres.

LOT 01, intervention de manutention, de grutage, en superposition d'une circulation

Un accès sécurisé aux postes de travail sera aménagé depuis le RdC par des échafaudages périphériques. Ces accès permettront de desservir tous les postes de travail pour toutes les entreprises jusqu'à la fin des interventions.

LOT 01, pour durée des interventions TCE

Les circulations verticales sur les échafaudages seront assurées par des escaliers sécurisés afin de limiter les risques de chute, limiter la fatigue et les postures contraignantes, permettre la manutention du petit outillage ou de charges légères lors des déplacements verticaux >> <https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/utiliser-une-tour-escalier-au-droit-d-un-echafaudage>

Escalier séparés des platelages de travail

Note : L'accès principal sera réalisé par des escaliers et les accès secondaires tous les 25.00m par des plateaux trappes avec échelles d'accès.

Un accès sécurisé aux toitures sera aménagé depuis le RdC par des tours escaliers. Ces accès permettront de desservir les toitures jusqu'à la fin des interventions.

LOT 02, pour durée des interventions TCE sur les toitures

Besoin : 1 tour escalier pour accès aux toitures et déplacement à l'avancement du chantier. En cas de traitement de plusieurs toitures en même temps, le nombre d'escalier sera adapté au nombre d'accès.

3.2. Manutention et engins de levage

Le matériel, engin ou outillage, devra être en bon état, adapté, facile à manœuvrer et utilisé par du personnel formé et connaissant les risques. Seul un personnel qualifié, compétent et titulaire d'une autorisation conduira les engins. Le matériel de levage et de manutention devra satisfaire aux prescriptions des décrets du 23 août 1947 et 8 janvier 1965. Seuls les engins conformes au décret 69-380 du 18 avril 1969 seront autorisés sur le chantier.

Tout engin, tout moyen de levage fixe ou mobile devra être entretenu et vérifié par un organisme agréé. Les rapports de vérification devront être remis au maître d'œuvre et au coordonnateur, gardés sur le chantier et présentables aux organismes de prévention.

Les moyens suivants seront exigés : Arrêt d'urgence en évidence, extincteurs visibles seront imposés pour groupe et engin à moteur thermique et mise à la terre pour les engins à énergie motrice B.T.,
 Les appareils de levage devront être placés de façon à ne pas nuire au chantier, sa configuration et son organisation, et le plus possible être mis en commun.
 Pour toutes les vérifications réglementaires des appareils et accessoires de levage, il sera fait référence à l'[Arrêté du 1er mars 2004](#)

3.2.1 Manutention

La manutention manuelle sera évitée le plus possible et des moyens de remplacement mis en place.
 La manutention ne devra pas se faire aux dépens de la sécurité et de la santé du personnel et des biens.

Les poids, volumes et quantités de matériaux à stocker et à manutentionner pour les matériaux lourds et/ou encombrants seront indiqués dans le PPSPS de chaque corps d'état. En effet un mode opératoire pour la manutention répétée ou pour celle des équipements lourds ou volumineux devra être étudié et proposé par le **LOT 01**.

Toutes les entreprises, matériel nécessaire à la manutention présent sur chantier en permanence

3.2.2 Appareils de levage

L'implantation du matériel de levage devra être soumise à l'approbation du coordonnateur.

LOT 01, LOT 02, LOT 03 durée des interventions

3.2.3 Grue ou Engins de manutention

Les matériels de levage devront être à jour des contrôles périodiques.
 L'implantation du matériel de levage devra être soumise à l'approbation du coordonnateur.

Les entreprises utilisatrices s'entendront au préalable sur les modalités d'utilisation.
 Le chef de manœuvre sera pris en charge par ces entreprises.

En cas d'utilisation d'élévateurs à bras télescopique, les périmètres de manœuvre de l'engin devront être balisés. En cas de besoin, une personne au sol régulera le trafic routier et piéton.

Les règles d'élingage, de guidage, de retenue des charges devront être respectées.

Les périmètres concernés devront être balisés et leur approche interdite au public.
 Les entreprises utilisatrices s'entendront au préalable sur les modalités d'utilisation.
 Le chef de manœuvre sera pris en charge par ces entreprises.

Grue mobile

Les manutentions seront à proscrire suivant les préconisations du constructeur et on évitera autant que possible les manutentions au-delà de 10km/h de vent. L'utilisation d'un anémomètre permettra un contrôle précis.
 L'ancrage, l'amarrage la stabilisation et le lestage des grues mobiles seront particulièrement surveillés.

LOT 01, LOT 02, LOT 03 durée du besoin le cas échéant

3.2.4 Manœuvre

Un chef de manœuvre pourra être prévu si nécessaire. Un planning des opérations pourra être préparé.

Toutes entreprises, durée de présence des engins de manutention

Le conducteur d'une grue ou d'un engin de manutention doit être en possession d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur. Cette autorisation est établie sur la base des éléments suivants :

- Un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail,
- Un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail, CACES®
- Une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

3.3. Protections collectives - Protections individuelles

Les moyens de protections collectives seront privilégiés par rapport aux moyens de protections individuels.

Les échafaudages seront correctement dimensionnés au regard des charges à supporter, des encombrements de matériels à utiliser, des hauteurs à atteindre, de la prise au vent. La stabilité des sols devant supporter les échafaudages devra être vérifiée préalablement au montage de ceux-ci par le **lot installateur**. Chaque accès devra être balisé et le personnel ayant autorisation d'utiliser les échafaudages devra être connu et identifiable. Les passages au sol pour l'accès à l'intérieur des bâtiments devront être protégés contre les éventuelles chutes d'objets.

Pour une utilisation partagée, en phase préparation, les entreprises utilisatrices soumettront leurs besoins en termes de charges, fréquence d'utilisation, accessibilité aux ouvrages à traiter au Lot installateur.

Le LOT 01, installateur, proposera ensuite un calepinage d'échafaudage qui devra être vérifié et validé par les utilisateurs, ainsi que par la maîtrise d'œuvre.

La réception des échafaudages sera réalisée par des personnes formées et habilitées >> **organisme extérieur comme décrit au CCTP.**

Un PV de réception contradictoire sera réalisé pour chaque échafaudage sous la responsabilité de l'installateur et contre-signé par toutes les entreprises utilisatrices.

Pour les interventions dans les locaux, on privilégiera pour les **travaux en hauteur l'utilisation de Plateforme Individuelle Roulante (PIR) ou de petits échafaudages roulants**. Un escabeau ou une échelle ne peuvent pas constituer un poste de travail régulier.

Toutes les entreprises veillent à ce que leur personnel soit formé, équipé et utilise les équipements de protection individuels adaptés à leur activité.

LOT 01 protections collectives, durée du chantier

Toutes entreprises

3.3.1 Engins

Le matériel sera conforme aux normes. En particulier, le maintien des dispositifs de protection des machines doit être en bon état, le respect des consignes de réglage, d'utilisation, d'entretien, de débouillage et de maintenance de chaque catégorie de matériels est suivi.

- Les engins

La présence, sur les engins, d'une ceinture de sécurité, de signal sonore de recul, de sièges en bon état, de structures contre la chute ou de projections d'objets, et contre le renversement, le respect des consignes d'utilisation (pente maximale) s'imposent compte tenu de la gravité des dangers qu'ils représentent.

Il faut séparer les hommes du matériel transporté, arrimer le matériel correctement dans les véhicules, utiliser des rampes de chargement des engins, dégager et entretenir les marchepieds d'accès aux véhicules.

- Huiles, carburants, gaz d'échappements

Il faut respecter les règles de stockage et de transport du carburant pour éviter les renversements (bidons avec bec verseurs ou entonnoirs par exemple).

Le filtre à air doit être entretenu sur les engins, avec un pot d'échappement en bon état, une sortie des gaz non dirigée vers le travailleur.

- Dispositifs antibruit

Les machines et engins doivent être conçus et fabriqués de façon que les émissions sonores soient réduites au niveau le plus bas possible en application d'une directive européenne 2003/10/CE du 6 février 2003 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques liés au bruit.

- Entretien

Toutes les entreprises, durée des interventions

Les engins devront être soumis à un entretien régulier pour réduire les bruits intempestifs et les vibrations inopportunes.

3.3.2 Démolition partielle – Voir article 3.9

Toutes les précautions seront prises pour vérifier la mise hors tension des réseaux électriques et la coupure et vidange des réseaux de fluides.

Les gravats seront évacués au fur et à mesure et on évitera soigneusement de ne pas surcharger les planchers des échafaudages.

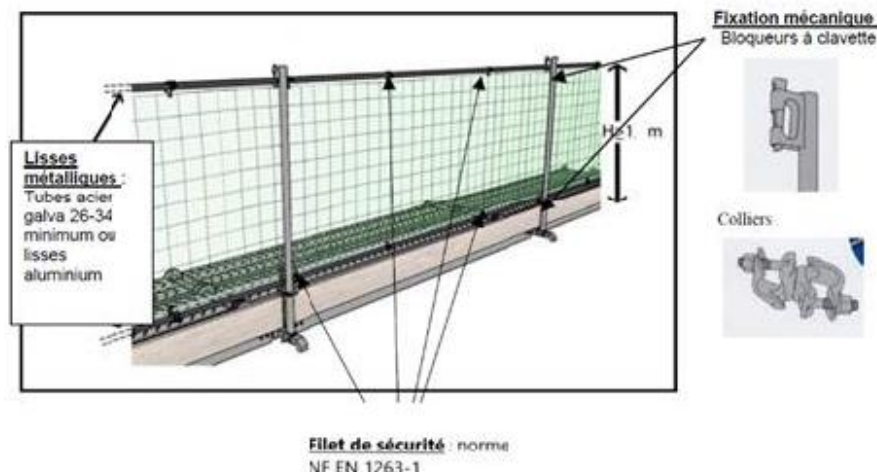
3.3.3 Travaux en toiture

Les protections collectives seront privilégiées pour toutes interventions. Ces protections doivent être composées d'**éléments rigides** et installés solidement.

En cas d'impossibilité due à un mode opératoire particulier, chaque entreprise intervenante doit proposer et utiliser des moyens de protections individuelles (point d'ancrage, harnais, ligne de vie, stop chute).

Les protections collectives seront de préférence de type échafaudages périphériques ou potelets fichés ou fixés dans les acrotères.

Elles peuvent être par exemple composées de potelets avec filets périphériques et lisse haute rigide à hauteur de 1.00 / 1.10m du niveau fini.



Les échafaudages répondent aux prescriptions minimums et non exhaustives suivantes :

- ⇒ Posés sur cale de répartition
- ⇒ Stabilité assurée par dispositif de jambage et/ou d'ancrage
- ⇒ Moyens d'accès – échelle intégrée au dispositif avec palier tous les 2.50m maximum
- ⇒ Présence de garde-corps normalisés et conforme à la réglementation suivant [Article R4323-59](#) du Code du Travail

Le procès-verbal de chaque échafaudage devra être affiché en pied d'échafaudage.

Les échafaudages seront installés par du personnel formé et habilité. Les habilitations devront être communiquées au maître d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS.

Dans le cas où les protections ne répondent pas aux exigences d'un mode opératoire, **l'entreprise concernée** a à sa charge la dépose des protections collectives et la mise en place de ses propres protections collectives.

LOT 01, durée des interventions

LOT 01, LOT 02, déconnexion des réseaux et fourniture PV de consignment.
Lot 01 en façade et Lot 02 en toiture

LOT 02, installation des protections collectives sur toit

Choix de la protection suivant les possibilités techniques sur site

Obligation de lisse haute clavetée pour une utilisation de filet **et** obligation de filet dans tous les cas pour prévenir la chute d'objets.

Les lanterneaux et toute autre parois vitrées non protégés contre le risque de chute de hauteur par des dispositifs solides et éprouvés devront recevoir une protection adaptée qui permettra les interventions sans dépose.

Le toit devra rester protégé jusqu'à la fin des interventions sur celui-ci et notamment jusqu'à la fin des interventions du LOT 03.

La mise en place de ligne de vie ou crochets d'ancrage devra être justifié par tous moyens adéquats : note de calcul, notice du matériel utilisé et validé le cas échéant par un bureau de contrôle.

On retiendra les dispositions suivantes pour certifier une ligne de vie :

- Si absence de note de calcul alors test statique
- Si note de calcul et scellement chimique alors test statique
- Si note de calcul et fixation mécanique alors test non nécessaire

3.3.4 Travaux en hauteur extérieur - [Recommandation R408 INRS](#)

Les travaux sont réalisés à l'aide d'échafaudage de pied monté par du personnel qualifié et suivant les prescriptions du fournisseur de matériel.

- Les accès seront convenablement aménagés pour permettre une circulation verticale sans danger.
- Des lisses et lisses intermédiaires seront ajoutées côté façade en cas d'espacement supérieur à 20cm entre le platelage et la façade.
- Les accès aux bâtiments seront protégés pour éviter toute chute d'objets.
- Les treuils électriques de manutention des matériaux seront vérifiés et contrôlés suivant les réglementations en vigueur par un organisme agréé extérieur avant chaque mise en service et à chaque modification.
- Présence de garde-corps normalisés et conforme à la réglementation suivant [Article R4323-59](#) du Code du Travail

Dans tous les cas, l'échafaudage devra respecter les règles imposées par le Code du Travail et par les recommandations de l'INRS ([Recommandation R408 INRS](#))

En l'absence de personnel sur le chantier, l'accès aux échafaudages doit être sécurisé pour éviter au maximum l'intrusion de tierces personnes sur ceux-ci.

Sur les toits attenants, il sera préalablement à la mise en place des échafaudages vérifié la capacité de portance des toitures pour éviter tout affaissement ou tout effondrement de celui-ci. Les dispositions seront prises pour répartir les charges le cas échéant.

La mise en place de ligne de vie ou crochets d'ancrage devra être justifié par tous moyens adéquats : note de calcul, notice du matériel utilisé et validé le cas échéant par un bureau de contrôle

LOT 01, pour son propre usage

Toutes les entreprises, fermeture des accès chantier

3.3.5 Echafaudage partagé (suivant descriptif au §3.3.3) – [Lien prescriptions FFB](#)

Des échafaudages en utilisation partagée seront utilisés pour sécuriser les opérations suivantes : travaux de façades, travaux de serrurerie.

L'utilisation d'échafaudage en utilisation partagée, permet la mutualisation des temps nécessaires au montage et démontage des protections par chaque corps d'état séparément et assure une plus grande sécurité aux travailleurs à la fois pendant leurs interventions, mais aussi lors du montage ou du démontage des protections.

Tout le personnel utilisant un échafaudage devra avoir reçu une formation.

Un Procès-Verbal de réception de l'échafaudage devra être signé par chaque entreprise utilisatrice de l'échafaudage.

Entreprises concernées sous la responsabilité du LOT 01, durée des interventions

3.3.6 Travaux en hauteur extérieur - Nacelle – Recommandation Nacelle INRS

Les travaux sont réalisés à l'aide de nacelle pilotée par du personnel qualifié et suivant les prescriptions du fournisseur de matériel.
 Les interventions à la nacelle seront réalisées par au minimum deux personnes, l'un des intervenants devant être capable de secourir ou d'alerter les secours en cas d'accident. **Les sols devront être préalablement stabilisés et compactés pour éviter tout renversement.**
Les emprises au sol doivent être balisée pour éviter la circulation de tiers sous le panier de la nacelle.

Toutes les entreprises, durée des interventions

Les habilitations (CACES® ; Autorisation de conduite) devront être communiquées au maître d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS.

3.3.7 Travaux de revêtements de voirie

L'entreprise veillera à choisir des produits additifs et des modes opératoires les moins dangereux : dérivés de l'huile de colza plutôt que d'origine pétrolière pour les produits de fluxage, enrobés tièdes ou « à froid » dans certaines situations (en couches de surface, finitions...)...

On veillera à utiliser des engins à cabines ventilées et équipés de système d'aspiration à la source.

Les engins devront être soumis à un entretien régulier pour réduire les bruits intempestifs et les vibrations inopportunes.

On privilégiera l'utilisation d'engins mécanisés ergonomiques, pour limiter les manutentions manuelles et les postures contraignantes.

LOT 01

3.3.8 Protections individuelles

Tous les intervenants sur site devront être équipés **à minima** des protections individuelles nécessaires aux travaux de bâtiment : chaussures de sécurité, casque anti-bruit, casque de chantier, pantalon adapté, gants adaptés aux risques, vêtements haute visibilité pour les travaux de VRD.

Lors d'intervention particulières nécessitant la fourniture de protections individuelles spécifiques, celles-ci devront être fournies sans délai aux salariés concernés.

Les protections individuelles sont nominatives et ne peuvent en aucun cas être partagées par plusieurs individus.

Tous les intervenants

3.4. Matériels

Le matériel devra être adapté à l'environnement du chantier et en bon état. Les matériels soumis à contrôle régulier devront être à jour et l'entreprise devra être à même de donner la preuve de la surveillance de ces matériels.

Tout basculement ou renversement d'échelles, nacelles, plate-forme, échafaudages à cause du vent, de la nature du sol, du type de travail ou du matériel lui-même doit être évité. Le matériel doit être conforme aux règles de sécurité.

L'utilisation de nacelle au bout de crochet de grue pour élever des travailleurs est interdite.

Les échelles ne doivent être utilisées que comme moyen d'accès et non comme poste de travail.

3.5. Formation

Tout au long de l'exécution des contrats de travail, l'employeur a l'obligation d'assurer l'adaptation des salariés à leur poste de travail, notamment par la formation, et de veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi, au regard notamment de l'évolution des emplois, des technologies et des organisations.

Article R4323-69 du code du travail

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Le contenu de cette formation est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17

Cette formation est renouvelée dans les conditions prévues à l'article R. 4323-3.

Article R4323-55 du code du travail

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate.

Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

Arrêté du 22 décembre 2015

À compter du 1^{er} janvier 2018, les employeurs devront délivrer une Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) à toute personne intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité de réseaux. Cette dernière s'obtient après un examen donnant lieu à la délivrance d'une attestation de compétences. Cette mesure vise à réduire les risques ainsi que les dommages aux réseaux aériens ou enterrés qui peuvent survenir lors de travaux à proximité.

3.6. Travaux en atmosphère confinée ou toxique

Des Equipements de Protection Individuelle adaptés devront être en possession du personnel des entreprises exposées aux poussières ou à des émanations toxiques. Les entreprises non génératrices de dégagement toxique ou de poussières mais travaillant à proximité ou en contact direct devront être aussi équipées si la co-activité ne peut être évitée.

3.7. Protections particulières

3.7.1 Exposition aux poussières ardoise / bois de charpente / chaux / sel de baryum / ciment

Lors de la manipulation des laines isolantes, de sciage des éléments de charpente, d'exposition aux poussières de bois, de silice, d'oxyde de fer et de plomb, le port de masques anti-poussières fines à ventilation libre de type FFP2, en papier ou cartonnés, légers, jetables, assurera la filtration des particules lors d'émission modérée de ces poussières en milieu non confiné, ce qui est le cas général pour les travaux de toiture.

Le personnel intervenant devra être formé à l'utilisation de ces masques et recevoir une dotation adaptée.

Toutes les opérations générant des poussières imposeront obligatoirement la mise en œuvre de :

- Système d'aspiration à la source des poussières
- Ou Système de travaux sous voie humide avec récupération des boues

Toutes les entreprises, durée des interventions

3.7.2 Travaux par points chaud

Chaque entreprise dont les travaux font courir un risque d'incendie devra posséder :

- Un ou plusieurs extincteurs en ordre de fonctionner. Ceux-ci seront placés à proximité lors de l'exécution de ces travaux.
- Un ou des écrans de protection anti-projection

Les bois ou matériaux à risque inflammable ou explosif devront être si possible évacués ou au moins humidifiés pour ceux ne pouvant être déplacés.

Les travaux par points chauds seront arrêtés au minimum 3 heures avant le départ des intervenants et il sera assuré une surveillance afin de pister tout départ d'incendie. Pour une journée de travail pleine jusqu'à 17h00, on considérera que les travaux par points chauds doivent être arrêtés à 14h00 au plus tard.

Il sera réalisé des permis-feu avec le Maître d'ouvrage afin de déterminer les types et zones d'intervention ainsi que les mesures prises par les entreprises pour éviter tous risques incendie.

Ces travaux peuvent être tous les travaux de meulage, découpe par disquage, soudo-brasage, soudure d'étanchéité...

Les personnels devront participer à des stages de formation de sécurité incendie (équipier 1^{er} catégorie). La liste des personnes y assistant sera donnée au coordonnateur.

Lots concernés, durée des interventions

PERMIS FEU avant toute intervention par point chaud

3.7.3 Travaux de nettoyage et décapage des revêtements et ouvrages existants

L'entreprise en charge du nettoyage par utilisation de produit chimique ou biologique **fera parvenir avant toute intervention la Fiche de Données Sécurité du ou des produits utilisés pour une validation par la maîtrise d'œuvre et le CSPS.**

LOT 01, avant intervention

Les produits utilisés ne devront pas être de nature irritant, nocif ou toxique. **En cas de risque inflammabilité, le produit choisi devra avoir le point éclair le plus haut possible.**

Le personnel intervenant devra être formé à l'utilisation des produits et recevoir une dotation adaptée en termes d'équipements de protection oculaire, cutanée et respiratoire.

Les nettoyages ou décapages à l'aide de flamme ne seront autorisés qu'en dernier recours. Un protocole de réalisation sera décrit et fourni au Maître d'œuvre et CSPS avant intervention. Ce protocole décrira les risques et les mesures de prévention adoptées.

CO-ACTIVITE : les travaux de décapage chimique devront être planifié pour éviter tout risque d'incendie ou d'explosion :

- Aucun travaux de disquage, meulage, d'étanchéité ou autres points chaud pendant le traitement.
- Les usagers du site seront prévenus à l'avance de ne pas ouvrir les fenêtres, utiliser les terrasses et seront informé de ne pas fumer à ces mêmes endroits pendant les interventions

3.7.4 Travaux de traitement d'étanchéité

L'entreprise en charge de l'étanchéité fera parvenir avant toute intervention la Fiche de Données Sécurité du ou des produits utilisés pour une information à la maîtrise d'œuvre et au CSPS.

Le personnel intervenant devra être formé à l'utilisation des produits et recevoir une dotation adaptée en termes d'équipements de protection oculaire, cutanée et respiratoire.

Les bouteilles de gaz seront stockées couchées quand non utilisée. En position debout, les bouteilles seront arrimées à un point solide et fixe pour éviter tout basculement.

Les tuyaux, détendeurs et tout organe de fonctionnement et de sécurité liés à l'usage du gaz devront être contrôlés périodiquement et avant chaque usage. Les dates de péremption seront respectées et le matériel sera automatiquement changé à échéance.

LOT 02, travaux d'étanchéité

3.7.5 Risques électriques

HABILITATION DU PERSONNEL	OPÉRATIONS		
	TRAVAUX		INTERVENTIONS EN BT ET TBT
	Hors tension	Voisinage	Sous tension
Non électricien (exécutant ou chargé de chantier)	B0 ou H0	H0V	
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1V ou H1V	B1T ou H1T
Chargé d'intervention générale			BR
Chargé d'intervention élémentaire			BS
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2V ou H2V	B2T ou H2T
Chargé de consignation	BC ou HC		
Exécutant de nettoyage sous tension			B1N ou H1N
Chargé de travaux de nettoyage sous tension			B2N ou H2N
Chargé d'opérations spécifiques	BE(*) et HE(*) - à compléter par un attribut « Essai », « Vérification », « Mesurage » ou « Manoeuvre ».		

Lots au contact ou à proximité d'installation électrique, durée des interventions

3.7.6 Travaux sur toit terrasse – Extraction de vapeurs dangereuses

Avant toute intervention sur les toitures, une autorisation devra être demandée à l'exploitant. Cette autorisation sera définie dans l'espace (zone d'intervention) et dans le temps (date et horaires limites). Un affichage sera mis en place par le maître d'ouvrage dans le bâtiment concerné afin de rappeler aux utilisateurs l'arrêt des systèmes d'extraction. Des mesures de consignation physique seront prises pour garantir l'absence de mise en route accidentelle des sorbonnes pendant les interventions.

Aucune intervention ne sera tolérée en dehors des plages autorisées. Les interventions auront lieu pendant les jours de fermeture des laboratoires.

En cas de besoin, les entreprises devront former et équiper leur personnel à l'utilisation et au port de masque respiratoire autonome.

TOUS LES LOTS,
durée des
interventions et suivant
analyse de risque avec
le Maître d'ouvrage

3.8. Interaction sur le site

En cas de co-activités, afin de les décaler et de les organiser, un planning sera mis en place entre les différents intervenants avec le coordonnateur. Un périmètre de sécurité doit être matérialisé lors d'activités proches. Auvents ou filets protégeront certains travaux superposés ou interférents, à charge du lot travaillant le plus haut la mise en place des protections.

En cas de fabrication ou assemblage d'éléments nécessitant l'installation d'un atelier provisoire, celui-ci devra être clairement identifié, permettre le travail dans de bonnes conditions d'ergonomie et laisser libre les circulations de piétons et/ou d'engins. Ce type d'atelier devra être maintenu propre pendant toute la durée de son existence.

3.9. Retrait de matériaux contenant de l'amiante

Le maître d'ouvrage avant toute intervention s'assurera de la présence d'amiante par la réalisation de prélèvement et la réalisation d'un diagnostic par un organisme agréé. Il appartiendra ensuite au Maître d'Ouvrage de classer l'opération en sous-section 3 ou sous-section 4.

Conclusion du rapport :

[2024C126V01A Rapport amiante avant travaux façades.pdf](#)

[2020C023V01A DAT ANSM VENDARGUES Ind B.pdf](#)

Rapport A



Rapport B



- Présence de revêtement amianté sur entourage de poteau BAT A

Restrictions d'intervention

SANS

Classement intervention

Chaque type d'intervention devra être classée soit en sous-section 3, soit en sous-section 4 suivant le type de traitement envisagé par l'entreprise en charge des travaux.

Proposition de classement suivant mode opératoire retenu :

- [Dépose revêtement amianté sur poteau >> Plan de retrait SS3](#)

Dans tous les cas, il sera préalablement aux interventions réfléchis et décidés les mesures à prendre, propre à éviter toute contamination directe (exposition aux fibres pendant les travaux) ou indirecte (exposition aux fibres dispersées dans le bâtiment suite aux travaux) des usagers du bâtiment et intervenants sur le chantier.

Sauf impossibilité technique, l'enlèvement de matériaux en amiante-ciment doit se faire par déconstruction et doit s'accompagner de règles visant à protéger les opérateurs et l'environnement contre le risque lié aux fibres d'amiante.

L'entreprise en charge des travaux de désamiantage, du transport des déchets ainsi que le centre de traitement des déchets devront être en possession des certifications, agrément et autorisations nécessaires à cette activité. Le personnel sera formé et habilité.

Sous-section 3

Un plan de retrait sera établi au préalable par l'entreprise en charge des travaux et adressé au minimum un mois avant l'intervention à l'inspection du travail et aux agents des organismes de sécurité sociale.

Sous-section 4

Un mode opératoire sera établi au préalable par l'entreprise en charge des travaux et adressé avant l'intervention à l'inspection du travail et aux agents des organismes de sécurité sociale en cas d'intervention supérieure à 5 jours. En cas d'opération inférieure à 5 jours, le mode opératoire est à transmettre une fois par année civile aux organismes cités ci-dessus.

En sus du processus réglementaire, les modes opératoires seront préalablement transmis pour lecture et avis au Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage et Coordonnateur SPS.

Mesure d'ordre générale :

L'entreprise en charge des opérations de retrait des produits amiantés devra spécifier les mesures prises pour : protéger le personnel chargé des travaux, empêcher la dispersion hors des zones de travaux de fibres d'amiante, conditionner les déchets contenant de l'amiante, transporter les déchets, nettoyer les zones traitées et/ou polluées avant repli du chantier de désamiantage. Elle devra de plus définir les moyens mis en place à destination des salariés : vestiaires / réfectoire / sanitaires / douches.

L'entreprise en charge des opérations de retrait des produits amiantés devra définir la ou les classes de déchets auxquelles appartiennent ses déchets en regard du type de produits enlevés et des modes opératoires retenus pour l'enlèvement. Elle respectera les réglementations en vigueur en termes de conditionnement, d'étiquetage, de stockage et de transport (décret modifié n°88-466 du 28 avril 1988) et notamment le Règlement du Transport des Matières Dangereuses par Route (dit ADR) pour les déchets d'amiante libre.

L'entreprise remettra notamment au maître d'ouvrage copie de tous les documents relatifs au suivi des déchets (Certificats d'Acceptation Préalable, Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés...). Les B.S.D.A. seront notamment visé par le maître d'ouvrage.

L'entreprise en charge de l'opération devra se conformer aux spécifications du code du travail relatives aux travaux de retrait et/ou d'encapsulation et devra assurer notamment toutes les mesures d'empoussièrement pendant son intervention.

Restitution après enlèvements des matériaux amiantés :

A la fin des travaux, les expérimentations et examen visuels seront effectuées suivant les modalités récapitulées dans le tableau ci-dessous.

PHASE	TYPE DE CONTRÔLES	RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES	RESPONSABILITÉ	Applicable
Avant dépose des confinements				
Libératoire	Examen visuel des surfaces traitées Mesures d'empoussièrement de l'air	<u>Article R4412-140</u> du code du travail	Entreprise de désamiantage	Oui
Dépose des confinements				

PHASE	TYPE DE CONTRÔLES	RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES	RESPONSABILITÉ	Applicable
(A) Si absence de travaux de réhabilitation	Examen visuel des surfaces traitées	Article R1334-29-3 du code de la Santé publique	Propriétaire	Non
	Mesures d'empoussièrément de l'air			
(B) Si travaux de réhabilitation	Avant travaux de réhabilitation			
	Examen visuel des surfaces traitées	Article R1334-29-3 du code de la Santé publique	Propriétaire	Oui
	Mesures d'empoussièrément de l'air		Maître d'ouvrage, donneur d'ordre ou entreprise en charge des travaux	Non
	Après travaux de réhabilitation			
	Mesures d'empoussièrément de l'air	Article R1334-29-3 du code de la Santé publique	Propriétaire	Oui

3.10. Prévention des maladies professionnelles.

3.10.1 Obligations de l'employeur

Tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles est tenu d'en faire une déclaration à la CARSAT et à l'Inspection du Travail (article L.461-4. Code de Sécurité Sociale).

3.10.2 Obligations des travailleurs

Les visites médicales, organisées par la médecine du travail, sont obligatoires.

Les travailleurs victimes d'un accident du travail doivent en faire la déclaration à la CARSAT, en joignant un exemplaire du certificat médical délivré par le médecin traitant.

3.10.3 Mesures de prévention

Des modes opératoires évitant les nuisances - bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, produits dangereux - doivent être choisis en priorité, ou tout au moins le matériel les supprimant ou les diminuant doit être proposé.

Les renseignements, tels que fiche de sécurité, règles de mise en œuvre, etc., concernant les travaux spécifiques et dangereux, seront donnés au coordonnateur avant intervention.

En application du décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001, chaque entreprise doit réaliser un document unique, actualisé une fois par an.

Le document unique est une obligation pour toutes les entreprises. Il transcrit les résultats de l'évaluation des risques professionnels.

Le document unique doit, selon la loi, comporter un « inventaire » des risques professionnels identifiés dans l'entreprise. On doit donc y retrouver, à minima, le résultat des 2 premières étapes de l'évaluation des risques : identifier les dangers et analyser les risques.

Ce document doit permettre d'avoir une approche pertinente pour les salariés des risques et moyens de prévention à mettre en œuvre pour les éviter dans le cadre de leurs tâches quotidiennes.

3.11. Horaires

Les entreprises doivent se plier aux jours et aux horaires de travail du chantier, 8 h à 18 h du lundi au vendredi.

En cas de travaux en dehors de ces jours et de ces horaires, une autorisation, donnant la liste du personnel, précisant la nature des travaux, leur date et leur durée, sera demandée au maître d'œuvre et communiqué au coordonnateur SPS.

En cas de travail de nuit, les entreprises respecteront le Code du Travail et les obligations de sa convention collective. Ci-après lien vers le site gouvernemental pour le travail de nuit : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2212>

Dans tous les cas, l'employeur appliquera la réglementation définie par le code du travail.

3.12. Sujétions liées à la prévention

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles seront amenées dans le courant des travaux à tenir compte de sujétions d'intégration de système de sécurité à l'ouvrage aussi bien à la phase construction qu'à la phase d'intervention ultérieurs.

- La mise en place de dispositifs d'accès en sécurité aux équipements : escalier, échelle crinoline, palier et main courante, garde-corps, crosse de sortie, portillons de sortie, trappes
- La sécurisation des toits terrasses inaccessibles : garde-corps périmétriques conforme au code du travail
- La sécurisation des cheminements en toitures : dalles de cheminement stables
- La sécurisation des lanterneaux de désenfumage par des barreaudages de sécurité intégré
- La sécurisation des verrières en toiture : les surfaces vitrées en toiture doivent assurer une résistance conforme au DTV 39 et à l'annexe A de la norme NFP 08 302 concernant la chute de personnes à travers la surface et la rétention des bris de verre lors de la chute d'objets
- L'installation de prises électriques conforme à la norme NFC-15 100 dans les armoires électriques et à proximité de tout équipement nécessitant des interventions régulières de maintenance
- L'accessibilité de plain-pied des équipements techniques
- L'accessibilité aisée pour le changement des filtres des systèmes de ventilation
- La fourniture des plans d'EXE et dossiers DOE

4. Sujétions issues des contraintes extérieures

4.1. Servitudes du site

Les servitudes seront définies avec le Maître d'œuvre en période de préparation.

Toutes entreprises

4.2. Travaux en co-activité

Le bâtiment étant en exploitation, des travaux d'entretien curatif ou de maintenance préventive pourront être concomitants aux présents travaux. Ces interventions extérieures seront supervisées sous Plan de Prévention par la direction du site. Les plans de prévention et les PPSPS des entreprises du marché devront tenir compte de ses possibles interactions.

Toutes les entreprises et Direction du site

4.3. Hébergement

L'hébergement des travailleurs est interdit sur le chantier.

5. Les secours

5.1. Protection incendie

Chaque entreprise dont les travaux font courir un risque d'incendie devra posséder un ou plusieurs extincteurs. Ceux-ci seront placés à proximité lors de l'exécution de ces travaux.

Leur personnel devra participer à des stages de formation de sécurité incendie (équipier 1^{er} catégorie). La liste des personnes y assistant sera donnée au coordonnateur.

Aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit se faire à l'intérieur des bâtiments, ni dans les locaux fermés et non ventilés.

5.2. Organisation des secours

5.2.1 Sur place

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours ou une boîte de secours. **Une boîte doit être à disposition dans les locaux du chantier.** Les entreprises doivent former leur personnel au secourisme (10% de l'effectif). Sur le chantier un secouriste pour 20 travailleurs est nécessaire. Les noms des SST présents sur le chantier devront être portés à la connaissance du coordonnateur, à travers le PPSPS.

MOYENS A METTRE EN ŒUVRE toutes les entreprises :

- **Moyens organisationnels** : personnel formé aux premiers secours + accès laissé libre en permanence pour les secours
- **Moyens techniques** : trousse de premier secours à disposition dans véhicule
- **Moyens de protections individuels** : EPI adaptées aux travaux

5.2.2 En cas d'accident

Chaque équipe intervenante doit disposer d'un téléphone portable chargé et en état de fonctionnement et respecter le « PAS » : **PROTEGER – ALERTER – SECOURIR.**

5.2.3 Numéro d'urgence à contacter

Police	:	17
Pompiers	:	18
S.A.M.U.	:	15

Un numéro d'appel international, le 112 permet de joindre au niveau européen les services d'urgence. Ce numéro est automatiquement dirigé vers un centre de réception du 18 ou du 15.

5.2.4 Point de rassemblement

Un point de rassemblement sera indiqué sur le Plan d'Installation de Chantier et matérialisé sur site par un panneau au format et dessin standard.

Ce point de rassemblement devra être suffisamment éloigné des bâtiments, proche du portail d'accès, ne pas gêner les manœuvres ou accès des secours éventuels, ne pas être sous les vents dominants.

On utilisera les points de rassemblement du site.

5.3. Déclaration des accidents

Tout accident de travail ou de trajet et les maladies professionnelles sont déclarés par l'employeur direct de l'employé - même s'il est mis à disposition d'une autre entreprise.

Toute personne ayant un malaise doit impérativement être prise en charge par les pompiers ou vu par un médecin avant de quitter son lieu de travail. Elle ne doit en aucun cas être autorisée à rentrer seule chez elle avant d'avoir pu bénéficier d'un diagnostic médical.

Tout blessé doit être vu par un médecin afin d'être inscrit au registre officiel.

Le coordonnateur est averti le plus tôt possible de tout accident ayant entraîné ou non un arrêt de travail. Il doit recevoir deux exemplaires de la fiche d'accident de travail et, en cas d'accident grave, le rapport d'enquête faite par l'agent de sécurité de l'entreprise.

Chaque mois un état des accidents de travail doit être donné au coordonnateur par les entreprises. L'inspection du travail doit être avertie des accidents graves.

6. Employeurs et travailleurs indépendants

6.1. Sous-traitance

Quand une entreprise veut faire exécuter une partie des travaux prévus dans le contrat par une autre entreprise, il s'agit de sous-traitance. La fausse sous-traitance consiste à mettre de la main d'œuvre à disposition d'un donneur d'ordre sans qu'elle soit encadrée, sans apport de matières premières ou de compétence très spécialisée. A moins que cette main d'œuvre soit louée par une entreprise temporaire ou à titre gracieux, cette sous-traitance est donc une fausse sous-traitance et l'entreprise ou le maître d'ouvrage qui emploie cette main d'œuvre devient responsable de ces salariés et celle qui la prête se rend coupable d'un délit de marchandage (art.215-3).

Tous les sous-traitants, qu'ils soient de 1°, de 2° ou de 3° niveau, doivent se conformer au PGC et établir, après avoir rencontré le coordonnateur pour la visite réglementaire dite d'inspection commune, leur propre PPSPS. **La visite d'inspection commune sera réalisée avant toute intervention. Le coordonnateur devra être prévenu au minimum 15 jours avant l'intervention d'un sous-traitant. Les déclarations de sous-traitance devront être faites au Maître d'Ouvrage au minimum dans ces mêmes délais.** Ces PPSPS sont établis dans un délai de trente jours et, pour les travaux de second œuvre, dès lors qu'ils ne sont pas considérés comme dangereux, de huit jours.

Le coordonnateur sera informé au plus tôt de toute intervention de sous-traitants. En cas de présence sur le chantier de sous-traitant inconnu du coordonnateur, celui-ci demande un ajournement de l'intervention afin de réaliser préalablement l'inspection commune. Un sous-traitant inconnu du coordonnateur est considéré comme inconnu du Maître d'Ouvrage.

Les artisans non-salariés, les loueurs d'engin avec conducteur, les monteurs d'appareil, les déménageurs, toute personne travaillant sur le chantier pour le maître d'ouvrage et désigné par le maître d'œuvre sont des sous-traitants.

6.2. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants doivent se soumettre aux mêmes règles de prévention, de sécurité et de protection de la santé, que celles auxquelles sont assujetties les entreprises, suivant le décret 95-608 (L.235-18 et L.263-11).

6.3. Travail intérimaire

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent se soumettre aux dispositions des articles L.124-1 à 21. Elles doivent s'assurer que le personnel est apte au travail à effectuer, qu'un certificat médical d'aptitude a été délivré, qu'il est en règle (carte de travail et de séjour pour les étrangers), qu'il a suivi une formation à la sécurité, qu'il a été informé des consignes de sécurité et d'hygiène sur le site.

Chaque personnel intérimaire intervenant sur le site devra s'être vu dispenser la formation relative au métier exercé et devra être titulaire du Certificat de Compétences au Travail en Hauteur en ce qui concerne les métiers du gros-œuvre.

6.4. Dispositions générales envers la main d'œuvre

L'entreprise est tenue d'appliquer le Code du travail et toute autre loi et réglementation.

Maître d'ouvrage et maîtres d'œuvre ont le droit d'interdire l'entrée du chantier à toute personne en contravention avec les règles de bonne conduite.

6.5. Travailleur détaché en France – Détachement des salariés

Le prestataire de service utilisant des travailleurs étrangers détachés en France devra transmettre à l'Inspection du Travail via le [télé-service SIPSI](#) de la déclaration préalable de détachement comportant la désignation d'un représentant en France. L'accusé de réception de cette déclaration préalable devra être adressé au Maître d'Ouvrage avant le démarrage des travaux.

Le travailleur détaché a droit au salaire minimum obligatoire, à des conditions d'hébergements dignes et est soumis au respect du code du travail. Le Maître d'Ouvrage est responsable du respect de ces obligations et devra faire cesser toute effraction à ces règles minimales.

6.6. Le PPSPS

Lien vers documentation en ligne sur le parcours de l'OPPBTP en accès libre pour la rédaction des PPSPS : [Parcours je rédige mon PPSPS](#)

6.6.1 Rôle

Le PPSPS est établi en fonction :

- Des contraintes propres à l'opération
- Des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise.
- Des prescriptions particulières du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Un PPSPS doit analyser de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le site. Il doit être impérativement adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise.

Il doit définir les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrire les mesures de sécurité mises en œuvre pour supprimer ces risques.

Le PPSPS énumère le contenu des renseignements que l'entreprise doit fournir ainsi que les mesures qu'elle entend prendre pour assurer la sécurité de son personnel et de celui des autres entreprises travaillant sur le chantier.

Un PPSPS peut évidemment être modifié ou complété par des additifs.

Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Toutes les entreprises devront diffuser leur PPSPS au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant le début de leurs travaux.

L'entreprise chargée du gros œuvre et/ou de travaux à risques particuliers diffusera, en plus, son PPSPS à :

- L'Inspection du Travail ;
- La CARSAT ou la MSA ;
- L'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur de sécurité transmettra aux entrepreneurs (ou laissera en consultation sur le chantier) un exemplaire du plan particulier de sécurité et de protection de la santé du gros œuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout plan particulier de sécurité et de protection de la santé peut être obtenu par chacun des entrepreneurs participant à l'opération sur simple demande auprès du coordonnateur SPS.

6.6.2 Modalité

Le PPSPS sera remis au coordonnateur avant toute intervention : un exemplaire papier et un exemplaire sous format informatique.

Tous les entrepreneurs, y compris les indépendants, intervenant sur le site doivent établir un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat signé par le Maître d'Ouvrage : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre dans une opération de bâtiment ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil.
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant le début des travaux.

7. Renseignements divers

7.1. Formalités administratives

L'opération doit être déclarée 30 jours avant le début des travaux aux organismes de prévention (déclaration préalable).

7.2. Intempéries

Le maître d'œuvre doit signer la déclaration d'intempéries des entreprises indemnisées par la Caisse des Congés Payés.

7.3. Registres et affichages sur le chantier

7.3.1 Registres

Certains renseignements doivent être en permanence disponibles sur le chantier, tels :

- le registre des observations et mises en demeure de l'inspection du travail,
- les observations du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre,
- la liste du personnel.

7.3.2 Affichage

L'affichage est obligatoire de :

- la déclaration préalable
- le nom et l'adresse des entreprises
- le numéro et la date du permis de construire, le nom ou la raison sociale du bénéficiaire, la nature des travaux, les surfaces du terrain, du plancher, la hauteur de la construction, l'adresse de la mairie où peut être consulté le dossier.
- nom et adresse des organismes de prévention
- consignes en cas d'accident

Et si nécessaire :

- le nom et l'adresse de la personne ou de l'entreprise chargée de la surveillance des installations électriques,
- les horaires de travail.

7.4. Liste des entreprises

La liste des entreprises y compris leurs sous-traitants doit être intégrée dès que possible dans le PGC et remise à jour au fur et à mesure.

7.5. Planning des travaux

Un planning études et travaux TCE (contractuel) sera établi par le Maître d'Oeuvre durant le Mois MO phase préparation sur la base des plannings prévisionnels remis par tous les lots.

8. Désignation des entreprises par tâches

TACHE	QUI INSTALLE	QUI ENTRETIENT	QUI PAIE
Logistique			
Installations de chantier phase VRD - préparatoire	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Installations de chantier	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Signalisation et affichage	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Installation bureau de chantier, chauffé, clim, compris nettoyage, mise à disposition équipement sécurité pour direction et visiteurs	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Environnement			
Démarches administratives (voie publique...)	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Mise en place des clôtures de chantier et autre protection de l'environnement	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Ordre et salubrité			
Branchements ou raccordements pour, l'eau (potable), les eaux usées, vannes, etc. mise en place de compteurs divisionnaires	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Branchement électrique de chantier	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Distribution électrique par coffret tous les 25 m, 1 armoire par zone	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Accès aux cantonnements et protections des piétons	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Sanitaires sur chantier	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Nettoyage des abords, dans l'emprise du chantier et alentours	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Nettoyage général du chantier après enlèvement des gravats par corps d'état, balayage	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Nettoyage des zones de travail	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Circulation			

TACHE	QUI INSTALLE	QUI ENTRETIENT	QUI PAIE
Des véhicules / aménagement et entretien voirie	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Continuité des protections collectives	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Circulation piétonne, accès aux zones de cantonnement,	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Chargement, déchargement et enlèvement des encombrements	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Approvisionnement matériel – dispositions pour déchargement et manœuvre véhicule	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Protections individuelles			
Matériel et équipement de sécurité	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Manutention			
Responsabilités de la sécurité des appareils communs, grue et tous moyens de levage	LOT 01, LOT03	LOT 01, LOT03	LOT 01, LOT03
Stockage			
Aménagement puis remise en état des aires et des magasins	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Évacuation des déchets			
Mise à disposition de bennes distinctes pour les matériaux recyclables, évacuation des déchets	LOT 01, LOT03	LOT 01, LOT03	LOT 01, LOT03
Evacuation des déchets quotidiennement	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Amenée des déchets jusqu'aux bennes, matériel d'évacuation pendant démolition	LOT 01	LOT 01	LOT 01
En cas de déficience, un exécutant sera désigné pour effectuer le nettoyage à la charge de lot défaillant	Maître d'Œuvre	/	LOT 01
Protection collective			
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives générales	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives particulières	LOT 01, LOT 02	LOT 01, LOT 02	LOT 01, LOT 02
Mise en place échafaudages, contrôles et mise en sécurité pour les tiers	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Réception échafaudage en cas d'utilisation partagée	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Dépenses, Consommations			
Eau, électricité, calcul au compte prorata	LOT 01	LOT 01	Prorata
Frais de remise en état	LOT 01	LOT 01	LOT 01
Travaux superposés			
Protection des aires de travail	LOT 01	LOT 01	LOT 01

Se référer au CCTP et CCAP pour autres postes non énumérés ci-dessus.

9. ANNEXE

ANNEXE 1 – INSTALLATIONS OBLIGATOIRES DE CHANTIER

Installation		Chantier d'une durée inférieure à 4 mois	Chantier d'une durée supérieure ou égale à 4 mois
Vestiaires		<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412-149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : ininflammables, à double compartiment, munies de serrure ou cadenas
Lavabos		<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinet d'aisance, urinoirs		<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1^{er} secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

ANNEXE 2 - MODELE PPSPS

Les informations ci-dessous correspondent au contenu réglementaire du PPSPS

Lien vers documentation en ligne sur le parcours de l'OPPBTP en accès libre pour la rédaction des PPSPS :

[Parcours je rédige mon PPSPS](#)

I. RENSEIGNEMENTS

1. Renseignements généraux

1. Désignation de l'opération
2. Adresse du chantier
3. Coordonnées du :
 - . Maître d'ouvrage
 - . Maître d'œuvre
 - . OPC
 - . Coordonnateur

2. Renseignements sur l'entreprise

- | | |
|---|---|
| 1 | |
| . Raison sociale | Coordonnées des sous-traitants |
| Adresse | |
| Téléphone | 5. Durée des travaux |
| Fax | 6. Effectif prévu, maximum et minimum |
| 2. Nature du marché | |
| Privé/Public | 7. Coordonnées du responsable du chantier : |
| Entreprise générale/Lots séparés/sous-traitants | 8. Si agent de sécurité de l'entreprise, Coordonnées |
| Coordonnées des sous-traitants | |
| 3. Description sommaire du chantier | 9. Emplois nécessitant une qualification spéciale ou une habilitation (grutier, chauffeur, cariste, électricien...) |
| 4. Travaux sous-traités | 10. Horaires de travail |

II. RISQUES ET PROTECTIONS DES TRAVAUX

1. Modes opératoires de travaux particuliers

Désignation des travaux	Mode opératoire
1. Travaux courants	<i>Descriptif</i>
2. Travaux à risques particuliers	<i>Descriptif</i>
3. Matériel et engins	<i>Date des contrôles et vérifications</i>

2. Risques propres à l'entreprise

Travaux	Risques	Remèdes

3. Risques exportés ou provoqués sur les autres entreprises)

Travaux	Risques	Remèdes

4. Risques importés ou engendrés par les autres entreprises

Travaux	Risques	Remèdes

5. Risques engendrés par le chantier ou l'environnement

Site	Risques	Remèdes

III. HYGIENE

1. Installation de chantier

Cantonnements
Vestiaires
Réfectoire
Sanitaires
Bureaux de chantier
Infirmierie
Divers

2. Stockage - Circulation

Zone de stockage prévue
Passages intérieurs
Passages extérieurs
Divers

IV. SECOURS

- . Coordonnées de ou des secouristes (1 pour 20 minimum) :
- . Matériel de secours sur le chantier :
- . Consignes d'urgence :
- . Numéros d'urgence :
- . Adresse de l'hôpital le plus proche :
- . Adresse du médecin du travail de l'entreprise :

V. DIFFUSION

Le PPSPS est adressé réglementairement au maître d'ouvrage mais, pour des raisons de simplification, il est donné directement au coordonnateur SPS

Le PPSPS de l'entreprise du gros œuvre ou du lot principal, ainsi que des entreprises des lots dangereux - ainsi le lot de nettoyage d'amiante- par les entreprises elles-mêmes aux organismes de prévention : inspecteur du travail, CRAM et OPPBTP.

ANNEXE 3 - RAPPEL DES TEXTES DE LOI

RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES RELATIFS A LA SECURITE ET L'HYGIENE SUR LES CHANTIERS

NOTA : Tous ces textes sont des textes du Code du Travail.

Il est rappelé à tous les intervenants que, quelles que soient les dispositions proposées par le PGC, ils sont chacun responsables de la sécurité et de la santé des personnes qu'ils emploient, et qu'ils doivent satisfaire à leurs obligations légales pour ces sujets. Cet article a pour but de rappeler les principaux textes traitant de la sécurité et de la santé des travailleurs intervenant sur une opération de bâtiment.

- Décret n°2004-924 du 1 septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur
- Décret du 14.11.88, Électricité.
- Loi n° 91-1414 du 31.12.1991, Équipements de travail et moyens de protection.
- Décret du 03.09.1992, Manutentions manuelles.
- Circulaire DRT n° 2005-04 du 24 mars 2005
- Loi n° 93-1418 du 31.12.1993, Dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs
- Décret n° 94-1159 du 26.12.1994, relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil, et modifiant le Code du Travail.
- Arrêté du 07.03.1995, fixant le contenu de la déclaration préalable.
- Décret n° 95-543 du 04.05.1995, relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- Décret n° 95-607 du 06.05.1995, fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment - Modifié par Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. 9 (V)
- Décret n° 95-608 du 06.05.1995, modifiant le Code du Travail et divers textes réglementaires applicables aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur un chantier de bâtiment
- Circulaire DRT n° 96-5 du 10.04.1996, relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil.
- Décrets 92-765, 92-766, 92-767, 92-768, 93-40, 93-41.
- Principe de prévention : Art. L. 4531-1 à L. 4531-3
- Coordination lors des opérations de bâtiment et de Génie civil : Art. L. 4532-1 à L. 4532-18
- Dispositions applicables aux travailleurs indépendants : Art. L. 4535-1
- Bâtiment et Génie Civil : Art. R. 4532-1 à R. 4532-98
- Prescriptions techniques applicables avant l'exécution des travaux : Art. R. 4533-1 à R. 4533-7.
- Prescriptions techniques applicables durant l'exécution des travaux : Art. R. 4534-1 à R. 4534-156.
- Dispositions applicables aux travailleurs indépendants : Art. R. 4535-1 à R. 4535-13.

ANNEXE 4 – DHOL

 Coordination <i>Coordination Sécurité et Protection de la Santé</i> - Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité -	Opération	Rénovation Energétique du site ANSM VENDARGUES
	N°Chrono	001
	Date	02/10/2024

INTERVENANTS	Téléphone
CSPS : Olivier NOGUES	06 73 18 41 24
MOE ou OPC : Roni Antoine ORFALI	06 60 05 47 47

INFORMATION GENERALE			
Adresse chantier	635 Rue de la Garenne, 34740 VENDARGUES	Coordonnées GPS	43.652413 3.949437
Horaires de livraison	8h00-17h00	Moyens mutualisés de levage et manutention	NON pour le déchargement OUI pour le levage matériaux sur les échafaudages extérieurs
Autres renseignements	/	Quai déchargement	OUI/NON

INFORMATION ENTREPRISE (à remplir par chaque entreprise)			
Nom entreprise		Adresse entreprise	
Nom réceptionnaire		Coordonnées réceptionnaire (téléphone portable)	
Plage horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre		OUI / NON	
Distance maxi de la zone de déchargement au camion (en m)		Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	
Hauteur maxi de la zone de déchargement au camion (en m)			
Poids Total admissible sur voirie accès et voire chantier			
Appareil de levage utilisé pour déchargement			
Autres renseignements utiles			

Projet Plan d'Installation de Chantier ou Plan d'Installation de Chantier définitif obligatoirement joint au DHOL.

ANNEXE 5 – DIAGNOSTIC AMIANTE

[2024C126V01A Rapport amiante avant travaux façades.pdf](#)

[2020C023V01A DAT ANSM VENDARGUES Ind B.pdf](#)

Rapport A



Rapport B

